

ÉDITORIAL

PAR Marie-France VERDIER

Directrice de la publication

Le thème « Souverainisme, nationalisme, régionalisme », déjà abordé dans le précédent numéro de *Politeia*, englobe à ce point l'ensemble des sciences sociales, traverse les domaines du droit et de la science politique, qu'il convenait d'y consacrer un second numéro.

Dans un contexte de mondialisation et dans un climat d'universalisation, la question du nationalisme occupe désormais le devant de la scène partout dans le monde. Or, le nationalisme est bifide : il revêt deux acceptions axées sur la préservation ou la contestation d'un État existant.

La première consiste en l'exaltation de l'unité et de la grandeur de la nation. Ainsi en est-il du populisme dont le succès, notamment en Europe et en Amérique latine, s'explique par une crise de la représentation, l'échec des politiques sociales et par certaines inquiétudes liées à l'identité nationale et à l'évolution multiculturelle des sociétés contemporaines.

Il s'est traduit par la manipulation d'un électorat populaire par certains partis périphériques ou des chefs charismatiques qui, non seulement louent le patriotisme et le nationalisme, mais s'emparent opportunément de questions qui mettent dans l'embarras les partis de gouvernement, telles que l'immigration et la sécurité. La perversion du populisme, source d'un nationalisme xénophobe, vient alors de l'idéalisation de l'unité du peuple et de l'instrumentalisation de la « préférence nationale », de la solidarité nationale et du partage des richesses. Mais si le populisme en Europe semble conjoncturel en raison du positionnement anti-système des partis populistes qui les conduit à être marginalisés, le néopopulisme latino-américain, foncièrement anti-politique et symptomatique de la mal-gouvernance, constitue un phénomène politique structurel vraisemblablement voué à s'enraciner. En effet, face à la désillusion des peuples à l'égard de la démocratie, considérée comme un instrument insuffisant du développement économique et social, des leaders populistes diabolisent les partis, prônent la participation directe du peuple contre sa représentation parlementaire et exaltent la grandeur de la patrie, la cohésion nationale et le nationalisme.

La seconde acception du concept de nationalisme consiste en une lutte pour l'affirmation de l'identité nationale ou une revendication politique d'indépendance de la nation contre un État dont on considère qu'il ne la reflète pas. L'affaiblissement des cohésions nationales avec la montée des mouvements identitaires et de forces centrifuges est à l'origine d'une récente prolifération étatique. Assurément, le XX^e siècle a été celui des séparatismes à la suite de trois grands séismes géopolitiques à l'origine de la balkanisation de la planète : la disparition de trois Empires – le russe, l'austro-hongrois et l'ottoman au lendemain de la Première guerre mondiale –, l'indépendance des colonies après la Seconde guerre mondiale, et la renaissance du nationalisme depuis la fin de la guerre froide avec la multiplication des mouvements séparatistes qui se prévalent d'une identité ethno-culturelle, non seulement en Europe mais partout dans le monde.

On constate que les mouvements minoritaires – nationaux, nomades, indigènes, ethniques, culturels, religieux, linguistiques, territoriaux et transterritoriaux – adoptent, non seulement des stratégies variées, mais se développent selon deux tendances opposées : l'indépendantiste / séparatiste et l'autonomiste. Comme réflexe de survie, ils s'appuient notamment sur le territoire, la langue, la violence et le sport pour affirmer leur identité nationale.

S'agissant du territoire, on peut considérer qu'il existe des luttes nationalistes et séparatistes quand des groupes ethno-nationalistes tentent de constituer leur propre État, de la même façon qu'il existe des luttes irrédentistes lorsque des groupes ethno-nationalistes veulent étendre les frontières de leur État pour englober un autre territoire dans lequel vivent des communautés appartenant à leur groupe, mais aussi des luttes en faveur de l'anticolonialisme et des revendications indigènes.

Par ailleurs, un micro-nationalisme identitaire, fondé sur la langue et la culture, émerge, en réaction contre un des signes de notre temps : l'uniformisation de la culture, largement véhiculée par des médias unifiés qui secrètent des concepts globalisants. Aussi, les pressions sécessionnistes se poursuivent, et on assiste à une montée des mouvements régionalistes, indépendantistes ou non, si bien que ces craquements identitaires pourraient déboucher sur un développement du phénomène de partition des États.

Face aux contradictions infra-étatiques, la voie empruntée par les forces de contestation qui affirment une identité nationale à l'égard de l'État central au nom, notamment, d'une volonté de renaissance culturelle, peut être radicale et violente, prendre la forme d'une lutte armée, et donner lieu à un « régionalisme militarisé ». Mais en Europe, la rébellion armée du FLNC, de l'ETA et de l'IRA semble s'essouffler, voire agoniser. D'une part, des groupes djihadistes ont largement contribué, depuis les attentats du 11 septembre 2001, au délitement de la violence ethno-nationaliste par la délégitimation de la lutte terroriste ; d'autre part, le nationalisme de combat, hostile à l'autorité de l'État, apparaît moins efficace que le nationalisme pacifique ouvert au dialogue et à la négociation avec l'État central, tel que celui d'Écosse, du Pays de Galle ou de Catalogne. Cette réorientation implique une profonde révision de la posture du nationalisme radical. La condition de cette

pacification est qu'elle ait des perspectives d'identification nationale réussie et qu'elle soit alors parachevée par des réformes politico-administratives de l'État pour que ce dernier puisse contribuer à refroidir les passions nationalistes, renforcer les liens de solidarité et assurer le sentiment d'identité collective.

Enfin, l'identité nationale peut être revendiquée par le sport qui peut constituer un moyen d'adhésion aux mouvements nationalistes. La revendication identitaire peut se manifester par la participation individuelle des sportifs, en particulier des dirigeants des instances sportives, mais aussi par l'adhésion collective des équipes à ces mouvements. Cette dernière peut procéder de la composition des équipes sportives uniquement par des représentants d'une nation en lutte pour la libération nationale, ou se traduire par des affrontements, sous l'égide des mouvements nationalistes, contre des équipes nationales. Elle peut aussi relever de l'appropriation par ces équipes nationalistes de symboles et d'emblèmes nationaux exhibés lors des compétitions à l'étranger. À cet égard, le sport peut également constituer un puissant véhicule de mobilisation de la jeunesse en faveur de l'identité nationale à l'occasion de manifestations internationales. Enfin, le sentiment national peut aussi s'exprimer par l'appropriation symbolique du territoire qui permet d'aiguiser la conscience collective.

*
* *

En définitive, à partir de cette esquisse de la diversité de l'affirmation de l'identité nationale, on peut constater que l'effervescence du nationalisme procède d'une multitude de situations particulières et d'aspirations différentes. Elle se projette sur la politique intérieure des États dont la diversité évoque à elle seule la complexité : régionalisation, autonomie interne, fédéralisme, régionalismes provinciaux particuliers. En effet, la conciliation des antagonismes pose des problèmes de relations internes et appelle des compromis, si bien que chaque État moderne doit en tenir compte dans ses propres expériences. Le XXI^e siècle sera donc marqué par la transformation institutionnelle et structurelle des États, mais aussi par une poursuite de la balkanisation de la planète avec la fragmentation des États-nations.

